



MARCHE PUBLIC

REGLEMENT DE CONSULTATION

Marché 2022-002

Complémentaire santé à destination des salariés

ARTICLE 1 - Objet de la consultation

Le présent contrat a pour objet le renouvellement du contrat de complémentaire santé à destination des salariés de BGE Hauts de France.

L'appel d'offres porte sur des services d'assurance maladie, selon la classification CPV 66512200.

ARTICLE 2 - Conditions de la consultation

2.1 - MODE DE CONSULTATION

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert mentionné aux articles L.2124-2 et R.2124-2-I° du Code de la Commande Publique.

2.2 - OFFRE DE BASE

L'offre fait l'objet d'une déclinaison

- tarif « isolé » pour le salarié seul
- tarif « famille » pour le salarié et ses ayants-droits.

Le salarié ne souhaitant pas souscrire à la complémentaire santé pour lui et/ou ses ayants-droits devra s'acquitter d'une demande de dispense dûment justifiée chaque année civile.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'une réponse incomplète constituera un motif d'irrégularité.

2.3 - VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

Les offres qui ne sont pas conformes aux spécifications minimales indiquées dans le dossier de consultation sont éliminées.

2.4 - UNITÉ MONÉTAIRE - LANGUE

Le candidat est informé que l'acheteur souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire suivante : l'euro.

Les offres des candidats et tous les documents annexes devront être rédigés en langue française.

2.5 - MODALITÉS DE PAIEMENT ET DE FINANCEMENT

Le paiement s'effectuera par virement et selon les dispositions spécifiques propres au code des assurances et prévues au cahier des clauses particulières.

2.6 - MODIFICATIONS DE DÉTAIL DES DOSSIERS DE CONSULTATION

L'acheteur se réserve le droit d'apporter, **au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des plis**, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des plis est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.7 - MODALITÉS DE SOUMISSION

Une même compagnie d'assurance ne pourra présenter plus d'une offre.

Un même intermédiaire d'assurance (agent ou courtier) ne pourra présenter plus d'une offre.

Une même personne ne pourra représenter plus d'une offre.

ARTICLE 3 – Durée du marché

La durée du marché est de **quatre (4) ans** à compter du 1^{er} janvier 2022 avec la possibilité pour les deux parties de demande de révision des prix à l'issue des **2 premières années**.

La demande de révision des prix par l'une ou l'autre partie devra tenir compte d'un préavis de 6 mois. Si la négociation se conclut par un accord, cette révision sera valable pour les 2 années suivantes. Dans le cas où un accord n'est pas trouvé entre les deux parties, une demande de résiliation devra être faite avec un préavis de 3 mois avant l'échéance de ces 2 premières années (soit une date d'échéance au 31/12/2023) par la partie souhaitant mettre fin à la collaboration.

ARTICLE 4 – Contenu du dossier de consultation et conditions de son obtention

4.1 – RETRAIT DU DOSSIER

Le retrait du dossier de consultation s'effectue gratuitement par voie dématérialisée via le site suivant : <https://www.bge-hautsdefrance.fr/>

4.2 – PUBLICITE

L'avis de marché relatif au présent appel d'offres est également publié sur les sites internet suivants :

- Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE)
- Bulletin Officiel des Annonces Des Marchés Publics (BOAMP)
- www.e-marchespublics.com
- <https://www.bge-hautsdefrance.fr/>

4.3 – COMPOSITION DU DOSSIER

Il comprend :

- Le présent règlement à la consultation.
- L'acte d'engagement
- Le "Bordereaux de prix unitaires"
- Le cahier des clauses particulières et ses annexes

ARTICLE 5 – Conditions de présentation des offres

Le candidat transmet son offre selon les modalités décrites ci-dessous.

5.1 – TRANSMISSION ELECTRONIQUE

5.1.1. Dépôt sur la plateforme

La remise des offres s'effectue exclusivement par voie dématérialisée via le site suivant : www.e-marchespublics.com

Un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception est automatiquement envoyé au candidat. Les dossiers d'offre sont remis par voie électronique et doivent impérativement être déposés avant les dates et heures indiquées à l'article 5.2 du présent règlement. A défaut, l'offre est rejetée.

5.1.2. Format des fichiers transmis

Les formats de documents acceptés sont les suivants : compatibles traitements de textes courants (.doc ; .rtf ; .docx notamment), tableurs (.xls notamment), diaporamas (.ppt notamment) ou dans un autre format préservant la présentation de telle sorte qu'ils puissent être lus par des logiciels libres de droits ou les logiciels très grand public type Microsoft Office.

Les documents à transmettre sont compressés au sein d'un fichier au format compatible ZIP, à l'exclusion de tout autre format de compression.

5.2 – DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

La date limite de réception des offres est fixée au Lundi 8 novembre 2021 à 12h00.

5.3 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 3 (trois) mois à compter de la date limite de remise des offres indiquée à l'article 5.2 du présent règlement de consultation.

5.4 – PIECES A PRODUIRE

Le candidat doit produire impérativement tous les renseignements et documents mentionnés aux articles 5.4.1. et 5.4.2.

5.4.1. Dossier de candidature

Le dossier de candidature doit comporter les documents suivants :

- la lettre de candidature – formulaire DC1 ou équivalent,
- la déclaration du candidat – formulaire DC2 ou équivalent

En lieu et place Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME).

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles sur le portail du ministère en charge de l'Économie et des Finances :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Afin de procéder à l'examen des candidatures et à leur vérification, si BGE Hauts de France constate que des pièces demandées sont absentes ou incomplètes, les candidats concernés sont invités à produire ou à compléter ces pièces dans un délai identique pour tous de 3 jours (hors samedis, dimanches et jours fériés) à compter de la demande de BGE Hauts de France.

Conformément à l'article R.2144-7 du Code de la Commande Publique, si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'exclusion, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur, produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents, ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

5.4.2. Dossier d'offre technique et financière

L'offre technique et financière doit comporter les documents suivants :

- le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) dûment complété,
- le Mémoire Technique (MT) comprenant *a minima* (le MT devra être présenté en 1 seul document de 20 pages maximum (présentation aérée) ou 30 « slides » en cas de présentation sous format « power point ») :
 - le détail des garanties proposées
 - la prestation de service

ARTICLE 6 – Modalités et critères de sélection des candidatures et des offres

6.1 – VERIFICATION DES CANDIDATURES

Le cas échéant après demande de régularisation dans les conditions de l'article R. 2144-2 du code de la commande publique, les candidatures qui ne seront pas recevables en application des articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du code de la commande publique ou qui ne seront pas accompagnées des pièces mentionnées aux articles R. 2142-5 à R. 2142-14 et R. 2143-3 du code de la commande publique et reprises à l'article 6.1 du présent règlement ne seront pas admises à participer à la suite de la procédure de passation du marché.

Conformément à l'article R. 2144-1 du code de la commande publique, les candidatures seront vérifiées sur la base de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats. En cas de groupement, l'appréciation s'effectuera de manière globale.

6.2 – JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article 53 du Code des Marchés Publics au moyen des critères suivants :

Critères de jugement des offres :

- Critère du prix (HT) = 60 %
- Critères techniques = 40 %

Le prix des prestations sera apprécié selon la formule suivante :

$\text{Note du Candidat} = (\text{PRIX TOTAL DU MOINS DISANT} / \text{PRIX TOTAL DU CANDIDAT}) * 0.60$
--

La valeur technique sera appréciée par une note sur 100 points ainsi décomposée :

- La note du service client (interlocuteur principal, disponibilité de l'interlocuteur, délais de remboursement, délivrance d'une carte mutuelle par assurés et non par famille, gestion des affiliations et des radiations, gestion des sinistres, gestion des appels de cotisations, etc.) sur 40 points
- La note selon la qualité des garanties proposées (types de garanties, etc.) sur 40 points
- La note par rapport aux services en ligne / dématérialisés (possibilité de faire des changements via une plateforme en ligne, déposer des demandes de remboursement de manière dématérialisée, etc.) sur 20 points

$\text{Note du Candidat} = \text{ENSEMBLE des Notes} * 0.40$
--

Ainsi le total global sera donc :

$\text{Note Globale} = \text{Note du Candidat sur le prix des prestations} + \text{Note du candidat sur la Valeur Technique}$

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

Sera déclarée comme irrégulière, une offre, qui, tout en apportant une réponse au besoin du pouvoir adjudicateur, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées au sein des documents de la consultation.

ARTICLE 7 - Documents à remettre par le titulaire

Dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la demande de l'acheteur, les candidats retenus devront :

- Fournir les justificatifs administratifs mentionnés à l'article 7.1 du règlement de la consultation.
- Signer l'acte d'engagement conformément aux dispositions de l'article 7.2 du règlement de la consultation.

Dans le cas où ces pièces ne pourraient pas être produites dans le délai imparti, la candidature sera déclarée irrecevable et le candidat éliminé.

L'acheteur retiendra le candidat ayant présenté l'offre classée immédiatement après au regard des critères de jugement.

7.1 - FOURNITURE DES JUSTIFICATIFS ADMINISTRATIFS

Le candidat retenu devra fournir via la plateforme les pièces justificatives suivantes :

- Les certificats fiscaux et sociaux délivrés par les administrations et organismes compétents attestant qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L. 2141-2 du code de la commande publique. La liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales devant donner lieu à délivrance d'un certificat ainsi que la liste des administrations et organismes compétents sont fixés par arrêté du 22 mars 2019. Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.
- Les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 et à l'article R. 1263-12 du code du travail. Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.
- un extrait du registre pertinent, tel qu'un K bis, datant de moins de 3 mois.
- une attestation d'assurance en responsabilité civile professionnelle en cours de validité.

Le défaut de présentation de ces documents par le candidat retenu, dans le délai imparti, entraîne le rejet de son offre. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire à son tour les pièces nécessaires. Le cas échéant, cette procédure est renouvelée jusqu'à épuisement des offres classées.

7.2 - SIGNATURE ÉLECTRONIQUE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

Le candidat retenu devra dater et signer de manière électronique l'acte d'engagement, les conditions particulières et le BPU.

Il est rappelé que les pièces mentionnées ci-avant doivent être signées par une personne physique habilitée à engager le candidat ou le mandataire du groupement dans le cadre de la présente consultation. L'acte d'engagement et les autres pièces mentionnées ci-dessus devront être transmis dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat selon les exigences fixées aux articles 1365 à 1367 du code civil.

Conformément à l'arrêté du 12 avril 2018, les candidats devront utiliser une signature électronique conforme aux exigences du règlement n° 910/2014 du 23 juillet 2014 dit "eIDAS" relatives à la signature électronique avancée reposant sur un certificat qualifié.

Le certificat devra être en cours de validité à la date de la signature. Les frais de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

La signature électronique pourra être également apposée au moyen d'un parapheur électronique.

7.3 - INFORMATION DES SOUMISSIONNAIRES ET DU CANDIDAT RETENU

Les soumissionnaires seront avisés du rejet de leur offre par voie électronique.

Les candidats retenus recevront, par voie électronique, une lettre de notification accompagnée d'un original de contrat signé électroniquement.

ARTICLE 8 - Renseignements complémentaires

Les candidats utiliseront les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (www.e-marchespublics.com) pour demander des renseignements complémentaires.

Ces renseignements complémentaires peuvent être demandés jusqu'au jeudi 28 octobre 2021 à 12h00. Passée cette date, BGE Hauts de France ne prendra plus en compte aucune demande.

Les réponses aux renseignements complémentaires demandés en temps utile seront transmises au plus tard le mercredi 3 novembre 2021.

Tous les candidats seront informés de toutes les questions posées et de toutes les réponses qui seront données par BGE Hauts de France.

ARTICLE 9 - Informations diverses

BGE Hauts de France se réserve le droit de ne pas donner suite à l'appel d'offres.

BGE Hauts de France choisit librement l'offre qu'il juge économiquement la plus avantageuse au regard des critères décrits à l'article 6.2 du présent règlement.

L'appel d'offres peut être déclaré infructueux s'il n'est pas répondu de façon satisfaisante aux critères visés à l'article 6.2 du présent document.

La réponse à cet appel d'offres vaut acceptation sans réserve du présent règlement de consultation et des documents auxquels il renvoie ainsi que des éléments constitutifs du dossier de consultation.